



Le Secrétaire général

Monsieur Jean-François CARENCO
Président
Commission de Régulation de l'Energie
15 rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 08

Paris, le 15 juin 2020

Objet : Consultation publique – composante soutirage TURPE 6

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, la CFE Énergies participe depuis de très nombreuses années aux nombreux débats publics et différentes consultations destinés à définir les choix de politique énergétique, en France comme en Europe, en défendant des choix guidés par une transition bas carbone reposant sur les industries électriques et gazières, l'esprit de service public, la souveraineté nationale et l'ambition industrielle favorisée par l'investissement dans les infrastructures énergétiques.

Après avoir répondu depuis plus d'un an aux différentes consultations publiques sur le cadre de régulation tarifaire des gestionnaires d'infrastructures régulées, la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité puis la qualité de service et les actions des gestionnaires de réseaux électriques, la CFE Énergies tient par la présente à répondre à la consultation publique que la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) a lancé le 19 mars sur la composante de soutirage des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dit TURPE 6.

Au moment où la neutralité carbone est devenue la colonne vertébrale de la stratégie bas carbone du pays mais aussi du Green Deal européen, la CFE Énergies est intimement convaincue qu'avec le développement des énergies renouvelables (EnR) électriques et demain du stockage d'énergie, l'essor de la mobilité électrique ou l'émergence de l'autoconsommation énergétique et de nouveaux modes de consommation favorisés par la digitalisation, les réseaux électriques, de transport comme de distribution, sont plus que jamais au cœur de la révolution énergétique de ce siècle, de l'impératif climatique et de la sécurité des approvisionnements énergétiques de notre pays comme de l'Europe.

.../...

Dans ce contexte, la CFE Énergies réaffirme sa conviction que le rôle de la CRE est de construire un cadre tarifaire favorable à l'investissement industriel, seul à même de permettre au système électrique et donc aux usages de l'électricité de jouer pleinement leur rôle dans le combat contre le réchauffement climatique.

Ce cadre tarifaire favorable à l'investissement est tout autant essentiel à la résilience du système électrique du pays qui sera soumis à des contraintes climatiques de plus en plus sévères dans les décennies qui viennent. Ceci étant, ce cadre tarifaire doit bien évidemment être compréhensible pour les consommateurs qui doivent payer le prix le plus juste et il doit donner aux gestionnaires de réseaux les moyens d'assurer dans la durée une qualité de service exemplaire pour les consommateurs.

La crise du coronavirus a mis en exergue le rôle essentiel du service public de l'électricité et a démontré l'engagement sans faille des gestionnaires de réseaux et de leurs salariés pour assurer ce service public. Cet engagement a été unanimement reconnu, en particulier par la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire.

Dans ce contexte, la priorité de la CRE est plus que jamais d'assurer la qualité et de la pérennité du service public porté par les gestionnaires de réseaux électriques et auquel leurs salariés, comme les citoyens français et leurs élus, sont attachés. Pour y parvenir, la CRE doit privilégier une régulation favorable à l'investissement et non une régulation qui, parce trop pointilleuse et ne se souciant pas des contraintes exogènes pesant sur les gestionnaires de réseaux, finirait par devenir punitive et anti-industrielle, voire génératrice de risques.

Dès lors, la CFE Énergies considère essentielle la prise en compte par la structure tarifaire du TURPE 6 du rôle central des réseaux électriques de transport et de distribution dans la continuité d'alimentation de nos concitoyens et nos entreprises, et donc des coûts de ce rôle. Ce rôle assurantiel doit être d'autant plus reconnu qu'il contribue à l'attractivité de la France pour les entreprises sensibles à la qualité de l'électricité telles que les data centers et les technologies de pointe, ce qui suppose que les signaux tarifaires y contribuent.

Dans cette perspective, comme elle a déjà pu vous l'indiquer, elle est extrêmement favorable à un accroissement, au sein de la structure tarifaire, de la part proportionnelle à la puissance souscrite, et ce pour l'ensemble des consommateurs, HTA comme BT. La proposition de la CRE dans cette consultation gagnerait donc à aller plus loin dans le rééquilibrage énergie-puissance afin de mieux refléter les coûts, mais aussi pour orienter au mieux les investissements des consommateurs et leur comportement.

Parce que la mobilité électrique est clef pour l'objectif de décarbonation du secteur des transports, la CFE Énergies défend la mise en place d'un signal « heures creuses » plus favorable au développement du véhicule électrique. Quant au développement des énergies renouvelables électriques (EnR), il est indispensable que ses promoteurs en assument l'ensemble des coûts, y compris en matière de renforcements de réseaux induits par les projets EnR, sans les faire porter par le TURPE et donc l'ensemble des utilisateurs.

.../...

Dès lors, le tarif gagnerait à inciter à une bonne localisation des projets EnR en fonction des contraintes du réseau électrique, mais aussi à assurer une répartition plus équitable des pertes entre les consommateurs et les producteurs pour que ces derniers assument pleinement les impacts de leurs projets sur les réseaux. Si la puissance publique souhaite favoriser le développement des EnR, ce sont d'autres véhicules que le TURPE qui doivent être utilisés.

Enfin, concernant le coût de constitution des réserves, au vu des évolutions sensibles de leurs coûts dans la durée, il serait pertinent de revoir son calage dans la période du TURPE 6. En effet, cette composante est nouvelle et la fixer sur une période de 4 ans pourrait nécessiter une clause de revoyure à mi période par exemple.

De manière plus générale, il est essentiel que la structure tarifaire garantisse que chaque utilisateur du réseau paie de manière juste les coûts et investissements qu'il génère, dans le respect des principes du timbre-poste et de la péréquation tarifaire qui ont fait leurs preuves dans le temps et qui permettent à chaque utilisateur d'être traité avec équité. Ainsi, le projet de grilles tarifaires proposées dans cette consultation publique va, à niveau tarifaire constant, dans le sens d'une incitation renforcée à bien choisir sa puissance souscrite. Cette évolution reflétera plus fidèlement les coûts de réseau, et elle conduira à des tarifs plus équitables et donc plus acceptables.

Dans cette perspective, il est indispensable que les consommateurs puissent pleinement s'appropriier les évolutions de structure tarifaire envisagées (augmentation de la part puissance, différenciation entre plages), ce qui suppose de les leur expliquer et de leur permettre d'en anticiper les conséquences. La CFE Énergies considère que les gestionnaires de réseaux de distribution ont là un rôle majeur à jouer dans l'accompagnement des consommateurs, dans le cadre de leurs missions de service public.

C'est parce que les salariés des gestionnaires des réseaux électriques veulent voir dans le cadre réglementaire que vous proposerez une réelle incitation à investir et à maintenir la qualité du service public que la CFE Énergies a souhaité vous livrer ses analyses et recommandations.

A cette fin, nous sommes à votre entière disposition pour vous exposer plus avant nos analyses et propositions.

Espérant que ces propositions seront utiles à votre réflexion et inspireront vos prochaines décisions, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

William VIRY-ALLEMOZ